

# Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

adopté lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions

## Rencontres territoriales

Mardi 29 octobre 2013

Parc des expositions à Saint-Denis

www.gouvernement.fr

**01** Réduire les inégalités  
et prévenir les ruptures

**02** Venir en aide et accompagner  
vers l'insertion

**03** Coordonner l'action sociale  
et valoriser ses acteurs

# Programme

**8h30 Accueil des participants**

**9h00 Allocution d'ouverture**

Jean-Luc MARX, préfet de La Réunion

**9h10 Présentation du plan national de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale**

François CHEREQUE, inspecteur général des affaires sociales, en charge du suivi de la mise en œuvre du plan

**9h40 Présentation du diagnostic sur la situation de la pauvreté à La Réunion**

Hervé LE GRAND, chef du service études et diffusion - Insee

Denise HONG-HOC-CHEONG, directrice de la Direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DJSCS)

**10h15 Pause**

**10h30 Quelles mesures prioritaires pour La Réunion ?**

Nassimah DINDAR, présidente du Conseil général

Stéphane NICAISE, vice-président de l'Association réunionnaise d'éducation populaire (AREP)

Thierry HERGAULT, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre

Echanges avec la salle

**12h00 Buffet déjeunatoire**

**13h30 Aide à li : un message de solidarité**

Willy Fontaine, association Lez'arts d'ici

**Table ronde 1 : quel soutien pour les personnes les plus vulnérables ?**

Karl VEFOUR, chef de projet politique de la ville du Port

Aristide PAYET, président de l'UDAF

Albert MARIMOUTOU, directeur général adjoint, en charge du pôle famille du Conseil général

Pierre CATTEAU, médecin gériatologue

**14h30 Table ronde 2 : un emploi pour sortir de la pauvreté ?**

Shenaz BAGOT, présidente de l'association Ecole de la 2ème Chance

Magalie BUDEL, directrice de la Mission locale de l'est

Christine NICOL, vice-présidente du Conseil économique social et environnemental de La Réunion (CESER)

Matthieu LEMASSON, directeur de l'Institut d'insertion par l'innovation (3I)

**15h30 Pause**

**15h45 Témoignages sur les solidarités de proximité pour mieux travailler ensemble**

Caroline LLEU ETEVE, directrice de l'association « les Compagnons bâtisseurs »

Mylène IP-WO-HING, animatrice développement local de l'AREP

Catherine ORY, directrice de l'arrondissement ouest du Conseil général

**16h30 Synthèse et clôture de la journée**

Retrouvez l'intégralité du plan pluriannuel et du diagnostic territorial sur  
[www.reunion.drjscs.gouv.fr](http://www.reunion.drjscs.gouv.fr) ou [www.reunion.pref.gouv.fr](http://www.reunion.pref.gouv.fr)

## Fiche de synthèse

Répondant à un engagement du président de la République et du Premier ministre, le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale est le fruit d'un travail de concertation inédit avec l'ensemble des acteurs des politiques de solidarité : les services de l'État, les collectivités territoriales, les associations, les partenaires sociaux, les chercheurs et experts, ainsi que les personnes en situation de pauvreté elles-mêmes. L'élaboration de ce plan a mobilisé plus de 20 ministères.

### Cinq grands principes structurent la nouvelle approche du Gouvernement

- **Un principe d'objectivité** : face à l'ampleur et à la diversité des situations de pauvreté, on ne peut plus continuer à considérer les pauvres et les précaires comme une minorité marginale, peu ou pas responsable de sa situation.
- **Le principe de non-stigmatisation** : c'en est fini de la dénonciation de la paresse ou de la malhonnêteté des ménages modestes. Les personnes en situation de pauvreté ou de précarité veulent s'en sortir, le sens des politiques sociales est de les y aider.
- **Le principe de participation des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration et au suivi des politiques publiques** : comme l'a illustré la préparation de la conférence nationale, la parole des personnes directement concernées par les difficultés sociales enrichit les propositions politiques de leur expertise.
- **Le principe du "juste droit"** : sans oublier la question de la fraude sociale, il est urgent de s'attaquer au phénomène du non-recours aux droits sociaux. Le Gouvernement entend, à travers la notion de juste droit, s'assurer que l'ensemble des citoyens bénéficient de ce à quoi ils ont droit, ni plus, ni moins.
- **Le principe de décloisonnement des politiques sociales** : la solidarité prend maintenant place dans chaque pan de l'action publique. La conception et la mise en œuvre interministérielles de ce plan en sont l'illustration. Ce principe va de pair, sur le terrain, avec un changement des pratiques, dans le sens d'une meilleure coordination des acteurs, publics, associatifs et privés, autour de l'accompagnement des personnes.

### Répondre à l'urgence et structurer la politique de solidarité du Gouvernement

Les mesures proposées dans le plan visent tout à la fois à répondre à l'urgence sociale du moment et à structurer la politique de solidarité du Gouvernement sur le long terme. Pour chacune d'entre elles, un ministère chef de file a été identifié et des éléments de calendrier ont été précisés. Ces mesures ont été classées selon 3 axes de réforme :

- Réduire les inégalités et prévenir les ruptures.
- Venir en aide et accompagner vers l'insertion.
- Coordonner l'action sociale et valoriser ses acteurs.

## Les instances de pilotage pour l'évaluation et la territorialisation du plan

- ▶ Un Comité Interministériel de Lutte contre les Exclusions réuni tous les ans, pour un bilan d'étape.
- ▶ Une consultation régulière du CNLE et d'un conseil informel des personnalités qualifiées qui ont piloté les groupes de travail préparatoires à la Conférence nationale contre la pauvreté.
- ▶ Des instances de concertation thématiques animées par les ministères.
- ▶ Une mission de suivi, d'évaluation et de déclinaison territoriale du plan, confiée à François Chérèque.

## Les principales mesures adoptées

- ▶ L'engagement d'un rattrapage du niveau du RSA socle, de 10 %, en sus de l'inflation, d'ici 2017, avec une première revalorisation de 2 % en septembre 2013.
- ▶ Une hausse simultanée, en septembre 2013, du plafond de la CMU complémentaire, de façon à faire entrer 750 000 personnes de plus dans ce dispositif et celui qui l'accompagne, l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS).
- ▶ L'instauration d'une "garantie" jeunes pour les 18-25 qui ne sont ni en emploi, ni en formation, en situation d'isolement et de grande précarité. Ce contrat, qui ouvre droit à un accompagnement intensif, à des propositions adaptées de formation ou d'emploi, et à une allocation d'un montant équivalent au RSA, sera lancé en septembre prochain sur 10 territoires, avant d'être généralisé.
- ▶ Une aide aux familles monoparentales ou nombreuses en situation de pauvreté, à travers une augmentation du montant de l'allocation de soutien familial (ASF) et une majoration du complément familial (CF). Cette mesure s'intègre aux objectifs de la mission confiée à Bertrand Fragonard, président du Haut conseil de la famille, pour une révision de l'architecture des prestations familiales.
- ▶ Un investissement massif dans l'hébergement et l'accès au logement, avec d'abord des mesures d'urgence : 9 000 places de plus - hébergement classique et accueil des demandeurs d'asile - pour en finir avec la gestion "au thermomètre" de l'hébergement d'urgence. Avec ensuite des mesures structurelles d'accès au logement, qui bénéficieront d'un effort budgétaire équivalent.
- ▶ L'allongement de la durée des contrats aidés, qui devra tendre vers une durée moyenne de 12 mois, pour donner plus de souplesse et, quand cela est nécessaire, plus de temps aux parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi durable.
- ▶ Le lancement d'une réforme du RSA activité, qui souffre d'un taux de non-recours record (68 %), en articulation avec la Prime pour l'Emploi ; un groupe de travail devra rendre ses conclusions pour le projet de loi de finances pour 2014.
- ▶ Un renforcement de l'accès aux crèches pour les enfants de familles en situation de pauvreté ; sur chaque territoire, le nombre d'enfants en accueil collectif issus de ces familles devra refléter la composition de la population locale, avec un minimum de 10 %.
- ▶ La création d'un registre national des crédits aux particuliers (dit "fichier positif") pour participer à la lutte contre le surendettement, et d'un observatoire de l'inclusion bancaire, qui appréciera publiquement les pratiques des banques envers leurs clients en difficulté financière.